

## CONSEIL DE LA REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

SESSION ORDINAIRE 1995-1996

22 DECEMBRE 1995

### PROJET D'ORDONNANCE

portant assentiment aux  
Accords européens  
avec les Etats baltes,  
faits à Luxembourg le 12 juin 1995

### RAPPORT

fait au nom de la Commission  
des finances, du budget, de la fonction publique,  
des relations extérieures et  
des affaires générales

par Mme Françoise DUPUIS (F)

Ont participé aux travaux de la Commission:

1. Membres effectifs: MM. Marc Cools, Armand De Decker, Serge de Patoul, Eric van Weddingen, Alain Zenner, Mme Françoise Dupuis, Mme Andrée Guillaume-Vanderroost, M. Merry Hermanus, Mme Anne-Sylvie Mouzon, MM. Philippe Debry, Walter Vandenbossche.

2. Membres suppléants: MM. Michel Hecq, Claude Michel.

3. Autres membres: Mme Ghislaine Dupuis, MM. Mahfoudh Romdhani, Thierry de Looz-Corswarem, Juan Lemmens, Georges Matagne.

Excusés: MM: Jean-Pierre Cornelissen, Jacques De Grave.

Voir:

Document du Conseil:

A-48/1 - (95-96): Projet d'ordonnance.

## BRUSSELSE HOOFDSTEDELIJKE RAAD

GEWONE ZITTING 1995-1996

22 DECEMBER 1995

### ONTWERP VAN ORDONNANTIE

houdende instemming met  
de Europa-akkoorden met  
de Baltische Staten,  
opgemaakt te Luxemburg op 12 juni 1995

### VERSLAG

uitgebracht namens de commissie  
voor de Financiën, Begroting,  
Openbaar Ambt, Externe Betrekkingen en  
Algemene Zaken

door Mevrouw Françoise DUPUIS (F)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

1. Vaste leden: de heren Marc Cools, Armand De Decker, Serge de Patoul, Eric van Weddingen, Alain Zenner, mevr. Françoise Dupuis, mevr. Andrée Guillaume-Vanderroost, de heer Merry Hermanus, mevr. Anne-Sylvie Mouzon, de heren Philippe Debry, Walter Vandenbossche.

2. Plaatsvervangende leden: de heren Michel Hecq, Claude Michel.

3. Andere leden: Mevr. Ghislaine Dupuis, de heren Mahfoudh Romdhani, Thierry de Looz-Corswarem, Juan Lemmens, Georges Matagne.

Verontschuldigd: de heren Jean-Pierre Cornelissen, Jacques De Grave.

Zie:

Stuk van de Raad:

A-48/1 - (95-96): Ontwerp van ordonnantie.

## I. Exposé introductif de M. Jos Chabert, Ministre de l'économie, des finances, du budget, de l'énergie et des relations extérieures

En date du 12 juin 1995, l'Union européenne et ses Etats membres ont conclu trois nouveaux accords européens, cette fois avec les trois pays baltes: l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie. Ces accords ont également été signés au nom de la Région de Bruxelles-Capitale après avoir été approuvés par le Gouvernement régional le 9 mai 1995.

Des accords similaires ont déjà été signés auparavant avec six pays de l'Europe centrale. Il s'agit des accords conclus avec la Pologne et la Hongrie, signés le 16 décembre 1991 et pour ce qui concerne Bruxelles-Capitale, approuvés à l'époque uniquement par l'Assemblée réunie de la Commission communautaire commune le 29 janvier 1993. A ce moment-là en effet, l'approbation du Conseil régional bruxellois n'était pas encore requise puisque les dispositions de la Constitution et des Lois spéciales ne prévoyaient pas encore de compétences internationales pour les Régions. Ce n'est que lors de la révision de la Constitution et des lois du 5 mai 1993 que ces compétences furent attribuées.

Par contre, les quatre autres accords européens furent approuvés tant par le Conseil régional bruxellois que par l'Assemblée réunie. Il s'agit des accords avec la Roumanie, la Bulgarie et la Tchéquie - la Slovaquie signés respectivement le 1<sup>er</sup> février, le 8 mars et le 4 octobre 1993 et dont l'approbation a eu lieu le 18 novembre 1994.

D'ici peu, un accord européen sera conclu avec une des républiques de l'ancienne Yougoslavie, la Slovénie. Celle-ci n'a jamais été concernée par l'actuel conflit armé; bien au contraire, elle a accru son taux de développement et se range actuellement parmi les républiques les plus prospères de l'Europe centrale.

Cet accord a également été signé au nom de la Région de Bruxelles-Capitale et sera prochainement soumis à votre assentiment.

Des négociations pour la conclusion d'un accord européen seront engagées sous peu avec le dernier des pays de l'Europe centrale, l'Albanie. Ce pays ne satisfait que depuis très peu de temps aux conditions de base en matière de stabilité politique et de réformes économiques requises pour tout accord européen. Cependant, ce pays de la houleuse péninsule balkanique peut représenter un atout significatif pour l'Europe grâce à sa situation géographique, son histoire et sa culture que l'on peut aisément qualifier d'«européennes».

Selon toute attente, l'Europe aura donc réalisé en 1997 une association avec 11 pays de l'Europe centrale. En accordant à ces jeunes démocraties au riche passé européen une assistance (surtout financière) afin qu'elles puissent réaliser d'indispensables réformes politiques et économiques

## I. Inleidende uiteenzetting van de heer Jos Chabert, minister belast met economie, financiën, begroting, energie, en externe betrekkingen

Op 12 juni 1995 werden door de Europese Unie en haar Lid-Staten drie nieuwe Europa-akkoorden afgesloten, ditmaal met de drie Baltische Staten: Estland, Letland en Litouwen. Deze Akkoorden werden, na op 9 mei 1995 te zijn goedgekeurd door de Brusselse Hoofdstedelijke Regering, ook in naam van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondertekend.

In het verleden werden reeds soortgelijke Europa-akkoorden afgesloten met zes Centraal-Europese landen. Het betreft de akkoorden met Polen en Hongarije, ondertekend op 16 december 1991 en, wat Brussel-Hoofdstad betreft, op dat ogenblik enkel goedgekeurd door de Verenigde Vergadering van de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie op 29 januari 1993. De goedkeuring door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad was op dat ogenblik immers nog niet vereist omdat er geen internationale bevoegdheden voor de Gewesten ingeschreven waren in de Grondwet en de bijzondere Wetten. Die kwam er pas met de grondwets- en wetswijzigingen van 5 mei 1993.

De vier overige Europa-akkoorden werden daarentegen wel goedgekeurd én door de Brusselse Hoofdstedelijke Raad én door de Verenigde Vergadering. Het betreft de akkoorden met Roemenië, Bulgarije en Tsjechië-Slovakije, ondertekend respectievelijk op 1 februari, 8 maart en 4 oktober 1993 en goedgekeurd op 18 november 1994.

Binnenkort zal een Europa-akkoord worden afgesloten met Slovenië, een deelrepubliek van het voormalige Joegoslavië, die nooit betrokken is geweest bij het aan de gang zijnde gewapend conflict maar zich integendeel heeft weten te ontwikkelen tot één van de meest welvarende republieken van Midden-Europa.

Ook dit akkoord werd mede in naam van het Brussels Hoofdstedelijk Gewest ondertekend en zal U binnenkort eveneens ter instemming worden voorgelegd.

Binnen afzienbare tijd zullen ook met Albanië, als laatste Midden-Europese staat, de onderhandelingen over een Europa-akkoord van start gaan. Alhoewel dit land nog niet zo heel lang voldoet aan de basisvoorwaarden inzake politieke stabiliteit en economische hervormingen nodig voor een Europa-akkoord, kan het door zijn geografische ligging, zijn geschiedenis en zijn cultuur gerúst «Europees» worden genoemd, en dus ook een belangrijke troefkaart zijn voor Europa in de woelige Balkan-regio.

Naar alle verwachtingen zal de Europese Unie dus tegen 1997 een associatie hebben tot stand gebracht met in totaal 11 landen van Midden-Europa. Door deze jonge democratieën met een rijk Europees verleden, (vooral financiële) bijstand te verlenen voor het verwezenlijken van de noodzake-

fondamentales, l'Union espère pouvoir assurer la stabilité nécessaire et garantir la sécurité de ses frontières à l'Est.

Les accords de coopération classiques ne suffisant plus pour réaliser une telle «association», ce sont des accords européens qui furent négociés avec les pays de l'Europe centrale.

Ces accords européens prévoient une coopération poussée, tant économique que commerciale, allant jusqu'au libre échange, de même qu'une coopération culturelle. Pour les pays baltes, ces accords contiennent également et pour la première fois une coopération en matière de lutte contre les activités illégales.

Ce qui caractérise principalement les accords européens, c'est la perspective offerte aux pays concernés, de devenir à long ou à moyen terme, membres de l'Union européenne.

L'Union n'était pas disposée à s'engager si loin avec les pays de l'Europe de l'Est, c'est-à-dire avec les républiques de l'ancienne Union soviétique.

Elle a conclu avec ces pays des Accords de partenariat et de coopération incluant une coopération dans divers domaines sans prévoir pour autant le libre échange et la perspective de devenir membre de l'Union. Les négociations avec ces républiques, tout comme la procédure d'approbation des traités déjà conclus, sont assez laborieuses en raison de divers conflits politiques internes de ces pays.

Bien qu'ayant été intégrés pendant cinq décennies à l'Union soviétique, ce qui ne fut pas reconnu par la plupart des Etats occidentaux, les pays baltes sont parvenus à sauvegarder leur identité européenne.

C'est la raison pour laquelle l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie ont obtenu de l'Union que les traités actuels en matière de commerce et de coopération, de même que les traités de libre échange signés le 18 avril 1994, soient transformés le plus tôt possible en accords européens et non pas en accords de partenariat à l'exemple des anciennes républiques soviétiques. Les pays baltes ont toujours réclamé avec insistance l'application des critères des pays de Visegrad pour leurs accords européens, qui impliquent des périodes de transition très courtes pour l'entière mise en application de ceux-ci.

Les pays baltes considèrent en effet la conclusion d'accords européens comme un premier pas pour devenir membres à part entière de l'Union européenne et comme une affirmation de leur indépendance, de leur souveraineté et de leur stabilité, ce qui est également l'intérêt de l'Europe entière.

Les développements récents dans les pays baltes et plus particulièrement les relations avec la Russie, ont sensi-

lijke fundamentele hervormingen op politiek en economisch vlak hoopt de Unie voor de nodige stabiliteit te kunnen zorgen en aldus de veiligheid te kunnen garanderen van haar oostergrens.

Om een dergelijke «associatie» te verwezenlijken volston-den de klassieke samenwerkingsakkoorden niet meer. Aldus werden met de landen van Midden-Europa de zogenaamde Europa-akkoorden onderhandeld.

Deze Europa-akkoorden behelzen een verregaande samenwerking op het vlak van economie en handel, tot en met de vrijhandel, alsmede culturele samenwerking en, voor het eerst bij de Baltische Staten, samenwerking in de strijd tegen illegale activiteiten.

Het allerbelangrijkste kenmerk van de Europa-akkoorden is het geboden perspectief op toetreding, op lange of middel-lange termijn, van deze landen tot de Europese Unie.

Met de landen van Oost-Europa daarentegen, die in concreto de republieken van de ex-Sovjet-Unie omvatten, was men niet bereid zo ver te gaan.

Met deze republieken worden «Partnerschaps- en Samenwerkingsverdragen» afgesloten die eveneens een samenwerking op verschillende domeinen inhouden, echter zonder vrijhandel en zonder perspectief op toetreding tot de Unie. De onderhandelingen met deze republieken en zelfs de goed-keuringsprocedure van de reeds afgesloten verdragen verlopen vrij stroef omwille van diverse interne politieke conflicten binnen deze staten.

De Baltische Staten hebben, ondanks het feit dat zij gedurende vijf decennia deel hebben uitgemaakt van de Sovjet-Unie, wat door de meeste Westerse Staten niet werd erkend, steeds een eigen Europese identiteit behouden.

Om deze reden hebben Estand, Letland en Litouwen bij de Unie verkregen dat de bestaande handels- en samenwerkingsovereenkomsten en de op 18 april 1994 ondertekende vrijhandelsovereenkomsten zo spoedig mogelijk omgevormd zouden worden tot Europa-akkoorden en niet tot Partnerschapsakkoorden, zoals bij de overige ex-Sovjet republieken. De Baltische Staten hebben er steeds op aangedrongen dat voor hun Europa-akkoorden de criteria voor de Visegrad-landen gehanteerd zouden worden, wat inhoudt dat zeer beperkte overgangperiodes voor de volledige inwerkingtreding van deze akkoorden werden ingebouwd.

De Baltische Staten zien immers het sluiten van Europa-akkoorden als een eerste stap op de weg naar de toetreding tot de Europese Unie en ter consolidering van hun onafhankelijkheid, soevereiniteit en stabiliteit, wat tevens in het belang is van heel Europa.

Recente ontwikkelingen in de Baltische Staten hebben de stabiliteit in de zone gevoelig versterkt, met name wat

blement renforcé la stabilité dans cette zone. C'est ainsi que depuis peu, les pays baltes n'hébergent plus de troupes de l'ancienne Union soviétique et que tous disposent d'une législation en matière de nationalité, ce qui leur a permis de devenir membres à part entière du Conseil de l'Europe.

Les trois pays baltes s'occupent activement de renforcer leur liens avec les organisations internationales. C'est ainsi qu'à l'heure actuelle ils sont déjà membres de l'ONU, du FMI, de la Banque mondiale, du Conseil de l'Europe, qu'ils participent à l'initiative de l'OTAN «Partenariat pour la Paix» et que leur est octroyé le statut de pays associé au sein de l'UEO.

Qui plus est, on notera une progression encourageante tant dans la coopération régionale entre les trois pays baltes que dans un cadre régional élargi, comme l'avait souhaité l'Union lors du sommet européen de Cannes les 26 et 27 juin 1995.

L'Estonie, la Lettonie et la Lituanie s'activent à construire des économies de marché dans des circonstances ardues. Par l'introduction de programmes de stabilisation économique soutenus par le FMI, chacun de ces pays est parvenu à réduire l'inflation et à maintenir l'équilibre budgétaire tout en progressant dans la création d'un cadre institutionnel et légal nécessaire à une économie de marché. Dans les trois pays, des programmes de privatisation ont été mis en route et des valeurs nationales entièrement convertibles ont été introduites.

Le soutien de l'UE aux trois pays baltes comprend plusieurs aspects: une coopération commerciale et économique, un soutien financier par le Programme Phare, des emprunts de la BIE et une assistance macro-financière. Le marché intérieur, limité en raison d'une faible densité de population, requiert une intégration poussée des trois Etats dans l'économie internationale.

Les accords européens avec les pays baltes sont de type mixte à deux niveaux.

En premier lieu, ces accords européens contiennent des matières qui ne sont pas de la compétence exclusive de l'UE. Il en ressort que même si tous ces accords ont été négociés par la Commission européenne sur la base des instructions du Conseil des Ministres, ces accords devront être approuvés tant par le Parlement européen que par les parlements des Etats membres et les parlements des différents pays associés. Il s'agit donc d'accords qui n'ont pas été conclus sur la base du Traité de l'Union européenne, mais bien dans le cadre de ce Traité.

En outre et pour ce qui concerne la Belgique, ces accords sont également mixtes dans la mesure où ils contiennent des matières qui ne ressortissent ni exclusivement de la compétence de l'Autorité fédérale ni de celle des Communautés ou des Régions. Par conséquent, avant que la Belgique ne

betreft de betrekkingen met Rusland. Zo herbergen de Baltische Staten sinds kort geen voormalige Sovjetroepen meer en hebben ze alle drie een staatsburgerschapswetgeving, wat hen toeliet volwaardig lid te worden van de Raad van Europa.

De drie Baltische Staten zijn actief doende de banden met internationale organisaties te versterken. Zo zijn zij nu reeds lid van de VN, het IMF en de Wereldbank, de Raad van Europa, nemen zij deel aan het NAVO-initiatief «Partnerschap voor de vrede» en is hen de status van geassocieerd land in de WEU toegekend.

Bovendien werd er goede vooruitgang geboekt in de regionale samenwerking tussen de Baltische Staten zelf en in een ruimer regionaal kader, waarop door de Unie was aangedrongen op de Europese Top van Cannes van 26-27 juni 1995.

Estland, Letland en Litouwen brengen onder moeilijke omstandigheden markteconomieën tot stand. Dankzij economische stabilisatieprogramma's, door het IMF gesteund, slaagde elk land erin de inflatie sterk terug te dringen en in het algemeen een evenwichtige begrotingspositie te behouden, terwijl ook vorderingen worden gemaakt op weg naar de totstandkoming van een institutioneel en wettelijk kader, nodig voor een markteconomie. In de drie landen worden privatiseringsprogramma's ten uitvoer gelegd en werden volledig convertibele nationale valuta's ingevoerd.

De steun van de EU aan de drie Baltische Staten vindt onder verschillende vormen plaats: handels- en economische samenwerking alsmede financiële steun via het Phare-programma, EIB-leningen en macro-financiële bijstand. Het ontbreken van een grote binnenlandse markt wegens een geringe bevolkingsdichtheid, vraagt om verregaande integratie van de drie staten in de internationale economie.

De Europa-akkoorden met de Baltische Staten zijn van het «gemengde» type op twee niveaus.

In de eerste plaats bevatten deze «Europa»-akkoorden materies die niet tot de exclusieve bevoegdheid van de EU behoren. Dit betekent dat, alhoewel deze akkoorden onderhandeld werden door de Europese Commissie op basis van onderhandelings-richtsnoeren verstrekt door de Raad van Ministers, deze akkoorden zowel door het Europees Parlement als door de parlementen van de Lid-Staten en de geassocieerde landen moeten goedgekeurd worden. Het betreft dus akkoorden die niet op basis van, maar wel in het kader van het Verdrag betreffende de Europese Unie werden gesloten.

Bovendien zijn deze akkoorden, wat België betreft, ook gemengd in die zin dat ze materies bevatten die niet uitsluitend tot de bevoegdheid van de federale overheid of van de gemeenschappen en/of de gewesten behoren. Dit houdt in dat, vooraleer België tot de ratificatie van deze akkoorden

puisse ratifier ces accords, chaque assemblée législative régionale et communautaire tout comme le parlement fédéral aura à donner son assentiment à ces accords et ceci sur la base de l'article 16 de la Loi spéciale du 8 août '80 modifié par la Loi spéciale du 5 mai 1993 relative aux relations internationales des Communautés et des Régions.

En ce qui concerne les compétences de la Région, celles-ci sont principalement regroupées au chapitre VI des trois Accords. Ce chapitre concerne la coopération économique, y compris la politique générale en matière d'économie, la protection et la promotion des investissements, l'environnement, le développement régional, l'énergie et la recherche scientifique.

L'avant-projet d'ordonnance en cette matière a été envoyé au Conseil d'Etat le 7 septembre 1995. Celui-ci nous a fait parvenir son avis le 27 octobre 1995. Nous avons tenu compte des remarques du Conseil d'Etat dans le projet d'ordonnance, à l'exception de deux points:

- nous maintenons dans l'intitulé «portant assentiment à» parce que c'est le texte même de la loi spéciale;
- nous maintenons également dans le proposant «sur proposition du Membre chargé des relations extérieures».

Je vous saurais donc gré de bien vouloir donner votre assentiment à ces accords, comme ce fut déjà le cas pour les accords analogues avec d'autres Etats de l'Europe centrale.

## II. Discussion générale

Un membre demande à quel stade d'examen les présents accords se trouvent au parlement fédéral et dans les parlements régionaux. Le ministre s'engage à fournir l'indication précise.

Plusieurs membres constatent avec intérêt l'importance de ce traité.

## III. Discussion et vote de l'article unique et du projet d'ordonnance

L'article unique et l'ensemble du projet d'ordonnance sont adoptés à l'unanimité des onze membres présents.

Confiance est faite à la rapporteuse pour la rédaction de son rapport.

*La rapporteuse,*

Françoise DUPUIS

*Le Président,*

Armand DE DECKER

kan overgaan, de verschillende bevoegde Gewest- en Gemeenschapsraden alsook het nationale Parlement deze akkoorden dienen goed te keuren en dit op basis van het artikel 16 van de Bijzondere Wet van 8 augustus '80 zoals gewijzigd door de Bijzondere Wet van 5 mei 1993 betreffende de internationale betrekkingen van de Gemeenschappen en de Gewesten.

Wat het Gewest betreft, zitten de bevoegdheden voornamelijk vervat in het hoofdstuk VI van de drie Akkoorden dat betrekking heeft op economische samenwerking waaronder het economisch beleid in het algemeen, de bescherming en bevordering van investeringen, het leefmilieu, regionale ontwikkeling, energie en wetenschappelijk onderzoek terzake vallen.

Het voorontwerp van ordonnantie ter zake werd op 7 september 1995 naar de Raad van State gestuurd. Deze heeft ons zijn advies op 27 oktober 1995 doen toekomen. In het ontwerp van ordonnantie hebben wij rekening gehouden met de bemerkings van de Raad van State, behalve op twee punten:

- wij behouden in de aanhef «houdende instemming met» omdat dit de tekst van de bijzondere wet is;
- in de aanhef behouden wij ook «op voorstel van het Lid bevoegd voor externe betrekkingen» omdat het uit hoofde van deze bevoegdheid is dat het voorstel werd gedaan.

Ik zou U ook dank weten indien U, zoals dat reeds is gebeurd voor soortgelijke akkoorden met andere Midden-Europese staten, uw instemming met deze akkoorden zou willen betuigen.

## II. Algemene bespreking

Een lid vraagt wat de stand is van het onderzoek van deze akkoorden in het federale parlement en in de gewestelijke parlementen. De minister belooft precieze inlichtingen te verschaffen.

Verschillende leden stellen vast dat dit verdrag van groot belang is.

## III. Bespreking en stemming van het enig artikel en van het ontwerp van ordonnantie

Het enig artikel en het ontwerp van ordonnantie in zijn geheel worden aangenomen bij eenparigheid van de elf aanwezige leden.

De rapporteur wordt vertrouwen geschonken voor het opstellen van zijn verslag.

*De rapporteur,*

Françoise DUPUIS

*De Voorzitter,*

Armand DE DECKER

